

la taxe directe pour procurer au gouvernement les ressources nécessaires pour l'administration des affaires publiques ? C'est ce que la presse et les orateurs conservateurs tâchent de faire croire au peuple pour l'effrayer ; mais ils savent bien que ce n'est pas vrai.

Le but que veut atteindre la politique de protection, c'est de restreindre autant que possible l'importation des marchandises étrangères, afin de laisser le marché national à celles fabriquées dans le pays. Pour atteindre ce but, elle frappe les marchandises étrangères similaires à celles produites ici de droits tellement élevés, que l'importation en est en grande partie arrêtée.

Le but de la politique du parti libéral c'est de favoriser autant que possible l'échange des produits étrangers contre ceux du pays. Pour l'atteindre, il n'est pas nécessaire qu'elle abolisse les droits de douane ; elle peut même en imposer de très élevés, pourvu que ces taxes ne gênent pas notre commerce avec l'étranger et n'aient pas pour but unique de favoriser quelques individus aux dépens du reste de la population. Ceux qu'elle impose sont réglés de manière que tout ce que le consommateur paie en sus du prix de la marchandise étrangère qu'il achète aille dans le trésor public et non dans le gousset des monopoleurs.

Voilà la vraie signification du tarif protectionniste, que le parti conservateur a mis en vigueur en 1879, et du tarif de revenu que le parti libéral fera adopter s'il arrive au pouvoir. S'ayant donc que les électeurs voteront pour l'une ou l'autre politique, ils diront s'ils veulent ou non continuer de payer les millions de taxes que le tarif actuel leur fait payer aux monopoleurs. Cela est parfaitement compris de tous ceux qui ont, depuis quelques années, suivi les discussions sur le tarif.

Mais, malheureusement, ce n'est pas ainsi que la question a été présentée aux électeurs en 1878. Le pays passait alors par la plus grande crise commerciale et financière qu'on eût vue depuis 1857. Le Canada n'était pas seul à en souffrir ; elle avait commencé en 1873 sur le continent américain, et, de là s'était successivement propagée en Angleterre, aux États-Unis et chez nous. Aucun gouvernement n'aurait pu l'empêcher, et aucune législation fiscale ne pouvait l'arrêter tout-à-coup. Il en est de ces crises commerciales comme des grandes épidémies ; il n'y a pas de spécifique pour les faire disparaître dans un instant. Tout ce qu'on peut faire alors, c'est d'observer un bon régime, d'éviter toute extravagance, toute déperdition de force et d'énergie.

C'est ce que disait M. Mackenzie, qui était alors à la tête du gouvernement. A ceux qui proposaient des changements de tarif comme remède aux maux dont on se plaignait, il répondait que cela ne ferait que les empirer. Il faisait comme le médecin honnête qui, lorsqu'il se voit en face d'une maladie qui doit fatalement durer un certain temps, au lieu de donner à son patient des remèdes qu'il sent inutiles, sinon nuisibles, se contente de lui dire de patienter, et de l'assurer que sa maladie n'aura qu'un temps.

Mais ce n'est pas ainsi que procédaient ses adversaires. A les entendre, c'était la politique du gouvernement qui était la seule cause de la stagnation des affaires, et des nombreuses faillites qu'on voyait partout. On lui faisait un crime des déficits que constataient les comptes publics ; on lui reprochait de trop dépenser ; il avait, disaient-ils, nommé tant d'employés publics, que, ne sachant plus où les mettre, il avait été obligé de construire à grands frais pour cela une allonge à la bâtisse de l'ouest ; il avait augmenté la dette publique d'une manière scandaleuse ; sa politique chassait nos compatriotes aux États-

Unis. Qu
crise tinn
partie la
États-Uni
ui y étai

Un n
i bon rég
arlatan
'est ce qu
ls guérira

Le pe
o posséder
'ont pas
ont toujou

Ont-i
roire au p
rangers c
yi penda

Lors c
le monde,
qu'elle sera
vateurs po
tude que C
allait s'écli
de bonnes
tarif fit fai
déjà établi
la construc
piastres.

laisser le p

Tout c
rables sur l
quelques ar

Les co
périté suiva
on était la

Mais
énormes ré
capitiaux, e
peu de tem
furent oblig
capitalistes
bonnets de
marché, ils
grâce au m
que le tarif

Qui n
grande mas
fait la base